

problème. Avec un minimum de dépenses, le gouvernement pouvait donner aux citoyens l'impression que le gouvernement s'employait à résoudre les problèmes du cultivateur, évitant ainsi le danger politique de perdre de vastes secteurs de ces principaux centres d'appui.

Le programme est un simulacre de la pire espèce puisqu'on cherche à le faire passer pour un remède efficace. Le premier ministre (M. Trudeau) aime bien dire qu'il représente une injection massive de capitaux, 100 millions de dollars, dans l'économie de l'Ouest. Mais il n'en est rien. Puisqu'on ne recourra pas au programme, les dépenses prévues de 100 millions atteindront au plus 55 millions. Même si l'Ouest recevait le plein montant, qu'est-ce que cela signifierait en réalité puisque le revenu agricole dans la seule province de la Saskatchewan est tombé de 167 millions de dollars l'an dernier?

Il y a deux ans, le ministre de l'Agriculture d'alors a dit aux cultivateurs de l'Ouest canadien qu'il s'efforceraient de vendre à \$1.955 franco bord à la Tête des lacs 433.33 millions de boisseaux de blé par année au cours des trois prochaines années. Depuis des années, les gouvernements canadiens conseillent aux cultivateurs de prendre de l'expansion et de se spécialiser. Ces promesses et ces conseils ont peut-être été sincères, mais le fait est qu'on s'est trompé. A mon avis, il incombe au gouvernement actuel de tenter de résoudre le problème né du fait que les cultivateurs ont suivi ces conseils mal avisés, et que ces promesses n'ont pas été respectées. La façon de s'y prendre serait d'acheter le grain entreposé dans les fermes.

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député, mais son temps est expiré.

L'hon. Otto E. Lang (ministre d'État): Monsieur l'Orateur, comme celui que nous venons d'entendre est un nouveau député, j'aurais aimé pouvoir le féliciter ce soir de son effort. Songeant à ce qu'il a dit, je tâcherai de le ménager autant que possible.

Je trouve étonnant qu'en fait il persiste à dire: «Qu'est-ce que 100 millions de dollars?» — à prétendre que c'est une somme peu importante et même à insinuer qu'elle nous a en quelque sorte aidés, du point de vue politique, dans les villes. En fait, dans certaines parties non rurales, il est difficile d'expliquer pourquoi ce programme d'aide aux agriculteurs était souhaitable. Je ne m'étonne pas que le député ne comprenne pas ce pro-

gramme. Il a pris le pouls de ses honorables amis qui ont rendu à tout le monde un bien mauvais service en refusant d'approfondir le plan et en s'abstenant d'en discuter avec les agriculteurs pour leur faire comprendre les avantages réels qu'il présentait.

Je ne me lancerai pas dans des pronostics au sujet du nombre exact d'acres qui seront soustraites à la production. D'ici peu, nous saurons à quoi nous en tenir. Le fait est que le programme permet aux agriculteurs encombrés d'excédents de ne pas produire et de disposer de leurs excédents tout en améliorant leur situation financière cette année. Il permet à ceux qui n'ont pas d'excédents de supputer les avantages de la culture du blé et de celle d'autres céréales. D'une façon générale, il les incitera à semer cette année autre chose que du blé, ce qui les aidera à se débarrasser des excédents de blé.

Je voudrais faire comprendre les avantages du programme aux cultivateurs sans excédents qui ne produiront rien d'autre que si ce programme est un succès. Beaucoup d'acres qui auraient pu être ensemencées en autre chose que du blé pourront être laissées en jachères. Cela permettra aux cultivateurs sans excédents de trouver de meilleurs débouchés pour l'orge et la graine de colza. Le programme injectera de l'argent dans les Prairies qui en ont tant besoin, surtout dans les régions où le grain constituait la principale source de revenu et auxquelles cet argent a le plus manqué.

Dans ce cas-ci, la somme de 100 millions de dollars peut représenter une aide appréciable. Dans les Prairies, une telle somme a des effets secondaires et tertiaires à mesure qu'elle circule dans l'économie, et c'est pourquoi, depuis le début, je demande aux députés d'expliquer eux aussi aux agriculteurs les avantages qu'ils peuvent retirer du programme et de ne pas perdre leur temps à des critiques mesquines et partisans.

LES POSTES—LES HAUSSES DE TARIFS
POSTAUX ANNONCÉES PAR LE MINISTRE
ET LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Monsieur l'Orateur, comme ma question s'adressait au premier ministre (M. Trudeau), j'ignore qui répondra à mes remarques ce soir.

L'hon. M. Kierans: Devinez, pour voir.

M. Macquarrie: Même avant que la crise de Montréal fasse entrer en scène ministre après ministre, la mauvaise administration du ministère des Postes était déjà un sujet d'inquiétude pour l'ensemble du gouvernement.